ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 1973

HURP

Mouvement des Humanistes vrais, des Républicains sincères et des Progressistes modérés (Fondateur : JUNG Pierre-Jules)

(Étiquette apolitique sans exclusive de principe)

CANDIDAT PRINCIPAL : **JUNG Pierre-Jules** - SUPPLÉANT : **JUNG Jean-Pierre**

Circulaire destinée aux électeurs de Colmar-Ribeauvillé

ELECTRICES, ELECTEURS, MES CHERS AMIS,

Si je me présente aux élections législatives de la circonscription de Colmar-Ribeauvillé, où s'est épanouie ma jeunesse, d'où est issue toute ma famille, ce n'est pas pour une question d'honneur, encore moins pour une question d'intérêt. La vérité est que je me trouve aux prises, dans l'exercice de mes fonctions, avec ce que André Malterre, président de la Confédération Générale des Cadres, membre du Conseil Economique et Social, m'a dit il y a quelques années, être le problème le plus difficile se posant au pays et dont je suis en France et peut-être dans le monde l'un des plus grands spécialistes, problème ne pouvant être résolu qu'au niveau du Parlement. Je veux dire, celui, immense dans son ampleur, de la Sécurité sociale, en particulier les nombreux et différents régimes d'assurance maladie en liaison avec l'organisation du système de Santé et le statut libéral de la médecine française. Selon les estimations récentes, le coût des services de soins médicaux s'élève actuellement à 40 milliards de francs lourds, soit près de 10 % de la consommation des ménages et 6,5 % du produit national brut (P.N.B.). En France, le rythme de croissance de ces dépenses a été extrêmement rapide ces dernières années, près de 15 % par an en prix courants, contre 10 % pour l'ensemble du P.N.B., soit donc une augmentation de 50 % plus rapide de la consommation médicale que celle du développement économique général.

Il est évident que devant le déficit chronique des assurances maladies, les pouvoirs publics ne peuvent suivre indéfiniment les recommandations du corps médical parisien, notamment celles de l'Académie de Médecine, qui ont été à l'origine, de la manière la plus officielle, de l'institution, début 1972, d'une importante taxe sur les alcools, sous le prétexte fallacieux de diminuer la consommation d'alcool pourtant responsable d'importantes dépenses. Nous sommes convaincus que des gaspillages s'élevant à plusieurs milliards de francs lourds pourraient être évités en dotant la médecine française d'un cadre juridique nouveau, à mi-chemin entre une fonctionnarisation à laquelle je m'oppose farouchement et un libéralisme sauvage devenu impossible. De nombreux pays libéraux ont résolu à leur façon le problème du coût de la santé. L'harmonisation des systèmes sociaux : le « pool blanc » exigera, dans le cadre du Marché Commun, des prises de position semblables. Il est clair d'ailleurs que le malaise qui a touché le clergé et l'enseignement existe d'une façon exceptionnellement aiguë, bien encore que larvée dans le monde médical, complètement perdu dans ses contradictions. C'est ce qui explique, en partie, que de nombreux médecins se réfugient dans la politique : 11 médecins conseillers généraux en Alsace, 70 médecins dans la Chambre sortante des députés, contre 0 épicier, 0 boulanger, 0 serrurier, 0 menuisier, 0 ajusteur, 0 électricien, 0 O.S., etc. Ces derniers étant pourtant infiniment plus nombreux dans le pays. Ce phénomène intéresse tous les citoyens. Il rappelle, par son ampleur, quoi que sur un plan différent, la lutte menée par Jean Macé, exilé à Beblenheim pendant 20 ans au siècle dernier, en faveur d'une réforme de l'enseignement. Le problème du coût de la santé et d'une extrême complexité. Sa solution libérale, sous une forme renouvelée, débloquera la « Société bloquée » et sera déterminante pour l'avenir de la « Nouvelle Société » et de la qualité de vie. Nous l'exposons à l'opinion publique.

ELECTRICES, ELECTEURS, MES CHERS AMIS,

Depuis que Valéry Giscard d'Estaing a dit dans son discours de Charenton « qu'il faut tirer la majorité vers le centre » et plus tard, après l'avoir entendu personnellement rue Lapparent, affirmer « le caractère indispensable pour la majorité de s'étendre vers le centre gauche », il conviendrait, à mon avis, de prendre le problème par l'autre bout et de créer une nouvelle majorité comprenant les principaux courants. Il est devenu clair et de la manière la plus officielle que les notions de droite, de centre et de gauche sont devenues assez relatives. Pour ma part, à un moment, où de toute évidence, primauté doit être donnée aux valeurs morales dans une société à la recherche d'un nouvel humanisme, je pense que l'élection d'un député est essentiellement un vote de confiance en faveur d'un homme solide, intègre et autant que possible sympathique et possédant cette qualité essentielle : l'esprit de mesure. Car, comme l'a dit Talleyrand : « Tout ce qui est excessif, est insignifiant. » Si je suis loin d'être la science infuse, si j'ai peut-être 1 000 défauts, je pense sincèrement, compte tenu de ma formation mathématique de base, de ma longue activité dans les services de recherche de différentes administrations en France ou hors de France, de mes séjours ou voyages dans de nombreux pays, en Europe, en Amérique et dans les pays socialistes, de mon activité, depuis deux ans, comme conseiller municipal de la cité de Riquewihr, des problèmes auxquels j'ai été confronté dans ma vie privée, et de mon esprit de dévouement, avoir les qualités nécessaires pour faire un bon député de ma circonscription natale. J'ai réfléchi aux grands problèmes à l'ordre du jour : Institutions, Europe, Régionalisation, augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs, retraite à 60 ans, réforme de l'entreprise, participation, reconversion des petits artisans et commerçants victimes du trop rapide développement dans certains secteurs, bilinguisme, problèmes d'économie, de montagne, de la plaine et du vignoble.

Tous ces problèmes devront trouver une solution dans le calme, dans le respect d'un juste équilibre entre la tradition et le progrès économique et social, avec le souci constant de l'universel, favorisant le plein épanouissement de l'homme dans un effort créateur uniquement fécond dans une vraie liberté.

ELECTRICES, ELECTEURS, MES CHERS AMIS,

Avec Georges Pompidou, président de la République, la France est en bonnes mains, soyez-en sûrs, aussi bien pour assurer le développement harmonieux du pays, que pour faire face à des situations exceptionnelles.

Son attachement particulier à l'Alsace où il a commencé sa campagne électorale en 1969, est dû non seulement au fait que son père ait été blessé près de Mulhouse en 1914, mais encore, je le tiens de source sûre, parce qu'après les événements de mai 1968 que j'ai vécu en première loge, après la maîtrise de la situation grâce aux accords de Grenelle, après le discours du général de Gaulle, un Alsacien a crié lors de la cérémonie du 18 juin 1968 : « Vive Pompidou », ce que l'histoire enregistrera peut être pour l'explication de la suite des événements. Pour ma part, outre la grande estime que mérite le président de la République pour les services rendus au pays, il a su gagner ma sympathie, d'une part parce qu'il a su dégager, avec d'autres bien sûr, tel Roger Garaudy, les liens subtils entre l'art et la politique, mais aussi, et peut-être surtout, d'avoir donné à la France la plus belle définition de la « Poésie ».

En avant la musique, en avant pour la fête, en avant pour le carnaval électoral afin que refleurisse un nouveau printemps pour notre chère Alsace.

RESIDENCE PRINCIPALE : 1, rue des Ecuries-Seigneuriales, RIQUEWIHR. Tél. 47.93.69.

RESIDENCE SECONDAIRE : 18, rue des Fossés-Saint-Jacques, PARIS (Ve). Tél. 325.27.28.

RESIDENCE TERTIAIRE : Maison forestière non désaffectée BAERENHUTTE (Refuge aux Ours) - TERRITOIRE DE RIQUEWIHR.

(Les électeurs voudront bien m'excuser de n'avoir pu, faute de temps, faire paraître ce texte en allemand)

IMPRIMERIE DES DERNIÈRES NOUVELLES DE STRASBOURG